

Journée internationale de l'éducation



24 Janvier

L'éducation est un droit humain, un bien public et une responsabilité publique.

L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé le 24 janvier [Journée internationale de l'éducation](#), afin de célébrer le rôle de l'éducation pour la paix et le développement.

Sans une éducation inclusive et équitable de qualité et des opportunités tout au long de la vie pour tous, les pays ne parviendront pas à réaliser l'égalité des genres et à briser le cycle de la pauvreté qui laisse de côté des millions d'enfants, de jeunes et d'adultes.

Aujourd'hui, 258 millions d'enfants et de jeunes ne vont toujours pas à l'école ; 617 millions d'enfants et d'adolescents ne savent ni lire ni effectuer des calculs simples ; moins de 40 % des filles en Afrique subsaharienne achèvent leur scolarité secondaire et près de quatre millions d'enfants et de jeunes réfugiés ne sont pas scolarisés. Ceci constitue une atteinte à leur droit à l'éducation et cela est inacceptable.

MESSAGE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE de l'UNESCO, Audrey AZOULAY

"En ces temps exceptionnels, le statu quo n'est plus envisageable. Si nous voulons transformer l'avenir, si nous voulons changer de cap, nous devons repenser l'éducation. Il s'agit de forger un nouveau contrat social pour l'éducation, comme le propose le rapport de l'UNESCO sur Les futurs de l'éducation, publié en novembre dernier.

Nous devons réparer les injustices du passé et orienter la transformation numérique vers l'inclusion et l'équité. Il faut également faire en sorte que l'éducation contribue pleinement au développement durable – par exemple, en intégrant l'éducation à l'environnement dans tous les programmes scolaires et en formant les enseignants dans ce domaine."

Organisée à l'ONU, la Journée internationale de l'éducation a réuni une plate-forme pour présenter les transformations les plus importantes qui doivent être nourries pour réaliser le droit fondamental de chacun à l'éducation et construire un avenir plus durable, inclusif et pacifique. Elle a suscité un débat **sur la manière de renforcer l'éducation en tant qu'entreprise**

publique et bien commun, comment piloter la transformation numérique, soutenir les enseignants, protéger la planète et libérer le potentiel de chaque personne pour contribuer au bien-être collectif et à notre foyer commun.

L'OMEP y était représentée.